

CHATAM HOUSE

Food Futures : Rethinking UK Strategy

Londres : Chatam House, 2009, 52 p.

Le projet « UK Food Supply in the 21st Century: The New Dynamic » a été lancé il y a deux ans par Chatam House, l'Institut royal des relations internationales, pour identifier les vulnérabilités du Royaume-Uni face aux tendances mondiales concernant l'offre et la demande alimentaires. En effet, la question se pose avec particulièrement d'acuité dans ce pays où 48% des produits alimentaires consommés proviennent de l'étranger.

La première partie de ce rapport aborde le système alimentaire global et les tendances récentes, notamment l'envolée des cours en 2008 et ses facteurs explicatifs.

Les implications pour le Royaume-Uni sont ensuite considérées sous forme de scénarios, réalisés au cours de séances de travail en groupe avec des parties prenantes.

Les scénarios :

Juste un accident

Grâce à une hausse des investissements et à l'exploitation de nouvelles terres, la production mondiale augmente. Les changements climatiques annoncés n'ont pas lieu, ce qui permet de limiter les pertes. Après les élections présidentielles de 2008 aux États-Unis, la géopolitique s'améliore dans et avec les régions productrices de pétrole, stabilisant ainsi les prix sur le marché mondial. En conséquence, les coûts de production et de transport des matières premières agricoles diminuent, alors que les biocarburants perdent de leur attractivité. Dans ce scénario, considéré comme le moins crédible, la hausse de production agricole finit par générer surproduction et chute des prix.

Inflation alimentaire

Avec ce scénario, les prix alimentaires restent élevés pendant quelques années et poussent l'inflation à la hausse. Mais l'économie intègre ce changement et le système de production n'est pas remis en cause. La demande mondiale (en viande notamment), stimulée par les pays émergents, alors que les conditions climatiques compliquent les récoltes, est à peine satisfaite. La situation pourrait dériver vers une crise mondiale et l'Union européenne (UE) aurait de toute façon du mal à maintenir sa position concernant les OGM (organismes génétiquement modifiés).

Les prix du pétrole restent relativement élevés (entre 90 et 100 dollars US le baril), ce qui stimule la production de biocarburants. L'accent est mis sur la recherche de technologies plus efficaces, moins gourmandes en eau et utilisant éventuellement du nitrogène, ce qui augmente certes la production, mais aussi les coûts et donc les prix. Les pays en développement sont les plus touchés par cette inflation des prix agricoles et du pétrole, qui plonge certains d'entre eux dans la récession économique.

Vers une nouvelle ère

Les prix se maintenant à des niveaux très élevés, alors que les prix du pétrole poursuivent leur envolée, le pic de production est atteint et la demande en biocarburants explose. Les effets du changement climatique impactent de plus en plus les récoltes, la production agricole par

habitant diminue. L'utilisation de l'eau et de pesticides pour l'agriculture est de plus en plus régulée, alors que les consommateurs s'orientent vers une alimentation plus « durable » : aliments issus d'une production locale et biologique, de saison et végétariens. Le système de production agricole est contraint de se transformer en profondeur : pendant une dizaine d'années, une « éco-technologie » est largement utilisée, car elle assure une bonne productivité tout en limitant les effets négatifs sur l'environnement. Elle implique notamment la rotation des cultures, l'utilisation d'engrais « verts » et le recours à l'agroforesterie (qui consiste à replanter des arbres sur des surfaces agricoles, afin de tirer partie des interactions qui en découlent). À mesure que ces techniques sont adoptées dans le monde, la production augmente et les prix finissent par diminuer. Pour l'UE, ce scénario implique une profonde remise en cause des technologies de production et de leur impact sur l'environnement.

Crise alimentaire

Dans un dernier scénario, beaucoup plus pessimiste, la production mondiale est frappée par deux séismes : une épidémie mondiale qui décime le bétail et une baisse très rapide des ressources en eau douce. Parallèlement, le baril de pétrole dépasse les 200 dollars US, ce qui se répercute directement sur les prix des matières premières agricoles, déjà tirés à la hausse par la spéculation financière. Les stocks mondiaux de céréales s'effondrent et la demande mondiale n'est plus satisfaite. Les gouvernements mettent en place des mesures pour contrôler les prix qui se révèlent très vite inefficaces : aides à la production et taxes pour décourager les exportations. Des pénuries et des famines apparaissent dans les pays les plus pauvres et des pays comme la Chine tentent de mettre en place des accords d'échanges avec d'autres pays pour assurer leur approvisionnement. Des mesures d'urgence sont mises en place, mais toujours avec une vision de court terme de la situation, l'objectif étant de parvenir à nourrir la population, qui ne peut plus se permettre de « choisir » ses aliments.

Les conséquences de chaque scénarios sont ensuite résumées pour le blé et le lait.

La récente baisse des prix agricoles est considérée comme passagère, plusieurs tendances allant plutôt dans le sens de prix durablement élevés à l'avenir. En conséquence, le rapport évoque un risque de « fracture sociale » entre ceux qui pourront bien se nourrir et ceux qui devront se contenter de produits de base. La réduction du gaspillage ainsi qu'un changement de mode de consommation alimentaire (notamment une baisse de la consommation de viande) sont encouragés. **Les professionnels de l'offre estiment que le scénario de crise alimentaire est hautement probable**, et cela même en l'absence de choc extérieur comme un événement climatique extrême ou une épizootie.

Le dernier chapitre évoque une nouvelle stratégie pour l'approvisionnement alimentaire britannique, basée sur quatre piliers : la durabilité, la résilience, la compétitivité et la prise en compte des attentes des consommateurs.